

La commande publique, moteur de la transition écologique

TOULON

Les acteurs varois de la commande publique se sont réunis hier au palais Neptune pour tendre vers des pratiques plus vertueuses adaptées à l'urgence climatique.

Pour ne pas que l'urgence à lutter contre le changement climatique reste un vœu pieux, il est important que tous les leviers soient activés, et celui de la commande publique peut être particulièrement puissant. C'est pour traiter de cette question que les acteurs varois étaient invités à venir débattre et s'informer ce jeudi au palais Neptune.

Le commissaire général et délégué interministériel au développement durable, Thomas Lesueur, a ouvert la séance en insistant sur le rôle des acteurs de l'achat public dans « la transition de notre économie », en insistant sur « les enjeux de la décarbonation de notre économie, de la prise en compte de la préservation de la biodiversité, de la raréfaction des ressources et l'adaptation nécessaire au changement climatique ».

Et de préciser que tous ces enjeux de la transition écologique sont portés par les politiques publiques mais qu'« à la fin, ce ne sont pas des décisions à Paris qui changent la réalité, mais des actions concrètes sur le terrain ».



Le vice-président de TPM Gilles Vincent lors des propos introductifs. PHOTO TR

Le délégué interministériel a pour suivi en rappelant que la commande publique représente 200 milliards d'euros chaque année et que « tout cet argent public, c'est deux fois plus que ce qu'on met sur les dépenses vertes ».

Un immense défi

Et de prévenir que, d'ici 2026, elle devra obligatoirement intégrer ces considérations environnementales, mais aussi une part accrue de considérations sociales, qui seront inscrites dans le plan national des achats durables.

Le délégué interministériel a également insisté sur l'effet d'entraînement escompté sur l'économie. « C'est un signal adressé

aux entreprises pour leur dire "Allez-y ! vous trouverez des débouchés" », ajoute-t-il.

Plus ose, il avance que de toute façon le secteur privé a déjà intégré l'urgence climatique, avec dans ses démarches « une prise en compte plus environnementale, plus sociale ». Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne le montre pas toujours.

Et de conclure : « C'est un immense défi, aussi immense que l'est la menace ».

Le vice-président (LR) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), Gilles Vincent, a pris à son tour la parole pour dire que « depuis 2008, avec la loi relative à la responsabilité environnementale votée à

l'unanimité à l'Assemblée nationale, des mesures très importantes ont été prises mais nous n'avons pas toujours été suivies d'effets pour des raisons techniques, financières mais souvent aussi parce qu'on n'a pas eu le courage politique de les appliquer ».

Lélu, qui a en charge la protection de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique et énergétique au sein de la collectivité, a rappelé que TPM était membre de l'Agence régionale de la biodiversité et que la Métropole comptait bien travailler avec elle sur le sujet des achats publics écologiques, avec notamment la création d'un guichet vert au service des collectivités.

« Votre métier évolue, quelle chance ! », a-t-il lancé aux nombreux acteurs de l'achat public présents dans la salle.

Et de conclure à propos de tous ces changements à venir : « C'est ça qui demain fera que notre vie sera meilleure, dans un cadre de vie où l'homme sera placé au centre de la nature et la respectera. »

Lionel Roche pour le cluster Éa éco-entreprises, qui a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales, est revenu sur l'alignement des dépenses cette année, en martelant que « les solutions reposent sur nos épaulés et qu'il est temps de passer la surmultiplicite ».

Sur le constat, tout le monde est aujourd'hui d'accord. La mise en branle réelle du changement est plus chaotique.

Thierry Turpin